



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 20 novembre 2017

Le « plan étudiant » de Macron ?

–Aux p'tits boulots, les sans fac !

La réforme de Macron pour l'enseignement supérieur, le « plan étudiant » présenté le 30 octobre dernier, va être étudiée au Parlement. « *Pas de sélection, seulement une meilleure orientation pour plus de réussite* » nous dit-on. Pourtant, la logique de cette loi c'est d'empêcher les enfants d'ouvriers de remplir les salles de classes pour qu'ils aillent plus rapidement là où on les veut... au boulot et mal payé !

Une crise créée de toutes pièces par les gouvernements successifs...

Macron avait donné le ton dès son arrivée au pouvoir : 331 millions de coupes budgétaires dans l'enseignement supérieur décidées en juillet. Les diverses attaques contre les budgets de l'enseignement au fil des ans, combinées au baby-boom des années 2000, ont abouti à un résultat prévisible : une rentrée des plus chaotiques.

Partout un manque de personnel dans l'éducation, amplifié par la suppression de dizaines de milliers de contrats aidés. Des classes surchargées à tous les niveaux, de l'école à la fac. Des collégiens dans l'attente pendant des semaines de leur affectation en lycée. Et 87 000 bacheliers qui, au terme de la procédure dite APB (la plateforme en ligne pour les inscriptions), n'avaient pas eu d'affectation.

Pour le gouvernement, ce problème s'est résolu de lui-même : une bonne partie des « sans-fac » ont renoncé à poursuivre des études pour des petits boulots. Pas de place pour tout le monde ? Le gouvernement précédent avait organisé un loto : la sélection par tirage au sort pour accéder à certaines formations universitaires.

...pour justifier des mesures d'urgence...

Le gouvernement dit maintenant vouloir en finir avec le hasard pour décider qui aura la possibilité de continuer ses études. Ce qui semblerait aller de soi... mais c'est pour mieux justifier la mise en place d'une sélection à l'entrée de la fac. Leur bac en poche, les lycéens devront encore prouver qu'ils ont le niveau pour prétendre à l'université. Sauf que les difficultés à poursuivre des études ne touchent pas tout le monde de la même manière.

Aujourd'hui déjà, ce sont d'abord les élèves des lycées technologiques et professionnels qui sont les plus défavorisés face à la sélection post-bac. Seule une minorité d'entre eux accèdent aux formations techniques supérieures sélectives (BTS et IUT) qui permettent d'espérer un peu mieux que le SMIC.

Jusqu'en 2022 ce seront 40 000 lycéens de plus chaque année qui chercheront à obtenir un diplôme. Avec les moyens restreints et la sélection généralisée, l'avenir que l'on offre aux jeunes de milieu populaire, c'est plutôt Deliveroo, MacDo ou Lidl, quand ce n'est pas le chômage.

... qui perpétuent la ségrégation sociale

Dans une ruche chacun a sa place, et la reine des abeilles y veille. La sélection se joue bien avant le passage dans le supérieur. Dès l'école primaire, les élèves des quartiers populaires ont statistiquement très peu de chances d'accéder à l'université. L'école de la « méritocratie républicaine » est à l'image de cette société qui réclame des travailleurs « bon marché ». Pas question pour le gouvernement de dégager de réels budgets pour que les enfants d'ouvriers accèdent aux formations et aux études supérieures. Ce dernier « plan étudiant » de Macron et auquel il va ajouter une réforme du bac allant dans le même sens, c'est la dernière réforme qui s'ajoute à un système éducatif qui est tout sauf égalitaire, et totalement au service du patronat.

Que le président des riches ne soit pas trop confiant avec toutes ses réformes qui vont dans le même sens, comme celles du code du travail ou de l'assurance chômage. Il pourrait bien tomber sur un os et réveiller la colère sociale.

Travail des enfants dans des mines de cobalt : Renault, entreprise responsable... et coupable !

Le 15/11, Amnesty International a publié un rapport accablant sur les approvisionnements en cobalt des multinationales. Et Renault est en première ligne.

Ce minerai est utilisé pour fabriquer les batteries au lithium des véhicules électriques (propres, paraît-il). Il est extrait en République Démocratique du Congo, par des creuseurs (dont beaucoup d'enfants) qui travaillent dans des conditions scandaleuses pour le compte de groupes miniers. Sur les 25 entreprises se fournissant auprès d'eux et citées dans le rapport, Renault est classée avant-dernière.

La direction ne fait rien pour contrôler les filières d'approvisionnement et aucune information n'est publiée. Le secret industriel est bien pratique pour couvrir ce sale commerce. Pour se donner l'air responsable, Renault se cache derrière ses fournisseurs et prétend ne rien savoir. Par leur biais, Renault exploite les mineurs congolais et fait travailler des enfants.

Les prolétaires n'ont pas de patrie, car les exploiters n'ont pas de frontières. Et pas de morale non plus...

Buffet à l'arrache pour homologation à la va-vite

Quelques directeurs avaient convié ceux d'entre nous qui ont travaillé sur la norme Euro 6C à un buffet à l'amphi Gordini mercredi dernier.

Ils se sont réjouis qu'on ait su, en si peu de temps, homologuer tant de voitures pour permettre de les vendre jusqu'en août 2019. Après quelques discours vantant la solidarité sur le site de Lardy, ils ont déposé quelques plateaux sur les tables en guise de remerciement. Ce n'est pas ça ou quelques blousons qui compenseront l'énorme pression qu'ils avaient mise sur nous pour que ce travail soit transmis aux autorités avant la date fatidique du 1^{er} septembre.

Cachet de la poste faisant foi... ou pas !

Le gendarme à Lardy

Enfin une bonne nouvelle : la direction a trouvé quoi faire de ses RH. Elle les a fait sortir de leurs bureaux en gilet jaune il y a quelques semaines pour contrôler les salariés et vérifier qu'ils portaient bien leur ceinture de sécurité en voiture et n'utilisaient pas leur téléphone portable au volant.

Leur talent d'agent de la circulation ayant éclaté au grand jour, la direction réitérera sûrement l'opération.

L'adjudant-chef Cruchot, Gerber et Fougasse n'ont qu'à bien se tenir, la concurrence s'annonce féroce.

Faut pas qu'ils nous prennent pour leur caddie

À Lardy, la direction place les jours de RTT collectifs dans le but de nous faire vider les compteurs plutôt que pour nous arranger. Mais au Technocentre, elle veut faire encore plus fort : elle a décidé de placer un jour le 28 septembre (en dehors de toute période de vacances scolaires) pour rendre

les parkings du site disponibles au public d'une compétition internationale de golf. Un des 5 jours de RTT collectifs nous est déjà piqué pour la soi-disant solidarité avec « *les personnes âgées* », Renault s'est dit qu'elle pouvait bien en piquer un autre pour la solidarité avec les golfeurs millionnaires.

C'est quand qu'on s'y met pour l'obliger à être solidaire avec nous... et augmenter les salaires ?

La lutte des places... ou la lutte des classes

Après avoir fermé le site de Rueil en 2014, nos sages dirigeants sont confrontés un petit problème : il n'y a plus de place au Technocentre pour travailler.

Le TCR est plein à craquer, à tel point que certains salariés n'ont même plus de bureau pour poser leur PC et doivent s'installer où ils peuvent. Une extension va être construite, mais comme certains bâtiments doivent être rénovés, 1000 salariés du secteur Logistique vont être déplacés à Vélizy pendant 5 ans. Ça valait le coup de fermer Rueil !

Allongement des temps de trajet pour les uns, bureaux surchargés pour les autres, dégradation des conditions de travail pour tout le monde,... Ils veulent nous compacter toujours plus. Une solution : faire péter le couvercle tous ensemble !

Répression chez PSA : la séquestration imaginaire

Jeudi dernier, 9 syndiqués CGT de l'usine PSA de Poissy comparaissaient devant le tribunal pour avoir « séquestré » un chef pendant...17 minutes, avec la porte ouverte. En réalité, c'était un simple entretien avec un cadre, mais la direction de PSA veut à tout prix faire condamner les syndicalistes combattifs. Procureurs et juge se sont lâchés et sont prêts à tout pour servir les patrons.

Entre les RUET inutiles que la direction nous fait subir et les journées à rallonge, on aurait bien des raisons d'accuser Renault de nous séquestrer...

On ne négocie pas avec les terroristes, sauf si...

La multinationale du ciment Lafarge est empêtrée dans une sale affaire en Syrie. Sans doute habituée à payer des pots de vin pour faire tourner son business en toutes circonstances, Lafarge a négocié avec plusieurs groupes jihadistes le paiement de taxes, pour continuer à faire fonctionner une cimenterie à Jalabiya en Syrie, entre 2013 et 2014.

Certes ce n'est pas nouveau : les milices islamistes sont souvent financées par des pays occidentaux. Mais là il s'agit tout de même de l'État islamique, ça fait désordre ! L'EI aurait ainsi reçu environ 20 000 dollars par mois pour laisser Lafarge tranquille dans la région.

Une enquête est en cours pour déterminer la responsabilité de la direction du groupe dans ce financement douteux. La guerre contre le terrorisme, c'est quand ça les arrange. Leur unique boussole, ce n'est pas la démocratie, c'est le profit.